

Politique et festivals, le jeu d'influences

Le monde politique et les organisateurs de festivals ont tissé des liens depuis de nombreuses années. Qui en profite ?

• **Audrey VERBIST**

Les Francofolies de Spa créées par un échevin MR, les Ardentes co-organisées par un ex-directeur de cabinet socialiste, le festival de Dour par un homme devenu ministre cdH (voir ci-dessous), l'organisateur de Rock Werchter a été un temps député Open Vld, celui du Pukkelpop sénateur et député sp.a...

Pourquoi ce lien entre politique et festivals ? «*Le monde culturel et le monde politique sont intimement liés par nature*», rappelle Christophe Goethals, du CRISP, le Centre de recherche et d'information socio-politiques. «*La culture est difficilement viable sans un soutien politique et rares sont les festivals qui peuvent vivre sans un soutien financier public ou privé.*»

Dès lors, est-ce qu'avoir un pied dans le monde politique peut aider à obtenir des subventions ? «*Ça ne devrait être ni nécessaire, ni suffisant*, dit Christophe

Goethals. *Mais ça peut aider d'avoir des contacts dans le monde politique. J'insiste, je ne voudrais pas faire de théorie du complot, c'est surtout le réseau qui est important, pas l'aspect politique : un grand chef d'entreprise peut lui aussi avoir des contacts, un réseau...*»

Il ne faudrait pas non plus mettre dans le même sac tous les organisateurs, dit-il. Il y a des indépendants qui ont lancé un festival modeste qui est devenu incontournable, comme Dour ou le Pukkelpop et qui, à un moment donné, au même titre que des personnalités du petit écran ou autres people, rejoignent le monde politique par conviction personnelle ou par séduction d'un parti. Ce n'est pas tout à fait pareil que des mandataires politiques qui se lancent dans l'organisation d'un festival ou encore des grosses machines qui ont frappé fort du premier coup,

comme Les Ardentes qui s'offraient Indochine comme tête d'affiche de leur première édition en 2006.

Un gros coup qui avait beaucoup fait jaser. «*C'est clairement une initiative publique. La Ville et la Province voulaient combler un manque d'un grand événement dans la localité. Et c'est un ancien directeur de cabinet PS, qui est à la manœuvre* (NDLR : Gaëtan Servais, actuel directeur du holding public

«Avoir un mandat politique ne devrait être ni nécessaire, ni suffisant pour organiser un festival.»

d'aide aux entreprises Meusinvest, co-organisateur des Ardentes).

Tout comme le BSF est aussi une initiative publique, de la Ville de Bruxelles. Il est, lui, géré majoritairement par du personnel de l'administration publique.

Le cas de la Fête des solidarités, à Namur, est encore à part, analyse le CRISP. Là, la volonté poli-

tique est tout à fait claire : «*On sait très bien que c'est Jean-Pascal Labille qui était à la manœuvre.*» Le secrétaire général des mutualités socialistes Solidaris a été ministre fédéral entre-temps de janvier 2013 à octobre 2014. La Fête des solidarités a été lancée en 2013 avec un budget de près d'un million d'euros. Elle a rassemblé d'emblée 20 000 spectateurs grâce à une affiche particulièrement alléchante. Un festival dont l'organisation a été confiée, après appel d'offres, à l'ASBL Festiv@liège qui est aussi derrière Les Ardentes, Transardentes, le Ronquières festival, la nouvelle salle liégeoise le Reflektor.

Tout donc est fait dans les règles. Mais ça soulève quand même quelques questions : «*La politique soutient la culture. Mais ici ce qui pose problème, c'est que c'est davantage la culture qui soutient la politique, et son message, celui de Solidaris, les mutualités socialistes. Et ça fait grincer les dents des autres organisateurs de festivals qui ont commencé petit, quand un nouveau venu, hautement subsidié, qui a de gros moyens pour négocier avec les artistes, débarque sur un marché assez concurrentiel.*» ■

CE QU'ILS EN DISENT

Patrick Wallens, Couleur Café

Patrick Wallens et son festival Couleur Café – qui a lieu cette année du 3 au 5 juillet – c'est un peu le village gaulois au milieu des troupes de César. Depuis plus de 25 ans maintenant, l'organisateur revendique son indépendance. «*Je crois que c'est dû en grande partie à ma personnalité, qui recherche le plus de liberté possible. Je ne fais donc pas partie d'un parti et quasi tous les membres de l'équipe non plus.*» L'avantage qu'il y voit, c'est de pouvoir faire des choix – de programmation, de prix... – en toute liberté. Et aussi de ne pas être la première victime de mesures d'économies, comme c'est le cas pour de nombreux festivals en France qui sont passés à la trappe à la suite des mesures d'austérité décidées par les pouvoirs locaux et/ou régionaux. «*Le prix à payer, c'est peut-être au niveau des aides, financières ou autres, même si l'on est très bien loti en général car le festival est re-*

venu de manière positive par les pouvoirs publics (NDLR : Couleur Café reçoit 144 270 € de subsides de la Fédération Wallonie-Bruxelles). *Mais je sais que certains festivals liés à des partis politiques ont des accès plus aisés à des moyens financiers, des aides logistiques de la Ville ou la Province...*»

Patrick Wallens se souvient toujours de cette augmentation spectaculaire des subsides accordés aux Francofolies de Spa entre 2003 et 2004, alors que Daniel Ducarme (MR) était minis-

tre de la Culture. «*À l'époque, je me souviens que tous les festivals s'étaient un peu révoltés. Voilà un cas de figure spectaculaire. Mais de manière générale, c'est parfois pour des autorisations, pour des services de transport en commun, du matériel placé par des ouvriers communaux... Mais à Couleur Café, on n'est pas à plaindre. On est très bien soutenu par la Fédération, par la Région, du côté flamand aussi...*»

Patrick Wallens a été approché plusieurs fois pour rejoindre les rangs d'un parti.

«*On m'a également proposé de créer un Couleur Café bis dans une région où il y avait un bourgmestre haut placé... C'était une époque où on renégociait notre contrat-programme et donc c'était difficile... Mais comme nous sommes installés depuis plus de 25 ans, cela devient compliqué pour un homme politique de couper dans les subventions sans motif réel. Donc, notre choix d'indépendance n'a jamais été mis en cause.*» ■

M.U.

Carlo Di Antonio, Dour

Carlo Di Antonio crée le festival de Dour en 1989. En 2000, il décide de se lancer en politique au niveau communal. Quand, en 2006, il est élu député bourgmestre sur la liste du cdH, il décide de moins s'impliquer dans l'organisation. Une fois ministre en 2011, il est contraint d'y renoncer complètement. Aujourd'hui ministre wallon de l'Environnement, de l'Aménagement du territoire, de la Mobilité... il avoue garder toujours un œil attentif sur «son» festival.

C'est lui qui a décidé de se présenter aux élections communales, alors que le festival de Dour était déjà bien implanté. Il le reconnaît sans détour : *« Bien sûr, le festival m'a aidé à me faire élire. J'ai été élu directement avec le plus grand nombre de voix de préférence. »* Il a une explication très logique à ça : l'organisation d'un festival, quelle que soit sa taille, demande beaucoup d'échanges avec des acteurs locaux,

implique plusieurs centaines de personnes, des bénévoles aux services administratifs communaux, en passant par les riverains... *« On vit une aventure ensemble, ça rapproche, ça crée des liens. »*

Par contre, même quand il était encore impliqué de près

dans le festival, il assure qu'il était impossible de déterminer la couleur politique de l'organisateur.

Mais ça ne lui a pas valu que des amis : en 2000, l'opposition socialiste lui interdit d'inviter des VIP comme il le fait depuis le début, on est à trois mois des élections et elle considère ça comme un cadeau électoral. *« Ça a été difficile à expliquer à des gens qui venaient chaque année depuis 1989. »* Puis, en 2006, l'opposition porte l'affaire au Conseil d'État : *« Le PS disait que j'avais utilisé des moyens financiers privés, liés au festival, pour convaincre les électeurs. Mais j'ai été blanchi. »* ■ **A.Vt.**

Benoît Malevé, Inc'Rock

Au moment où il a lancé l'Inc'Rock en 2005, Benoît Malevé était déjà échevin de la Culture et de la Jeunesse de son village, étiqueté socialiste. Et quand on lui demande si c'est un avantage de faire de la politique quand on organise un tel événement, son avis est partagé. *« Au niveau*

électoral, certains me disent que ça me porte préjudice, d'autres pensent que c'est un plus... Honnêtement je ne sais pas, je n'ai jamais fait de sondage. Pour ma part, je fais les choses parce que j'estime devoir les faire », déclare ce papa de cinq enfants, qui est aussi avocat.

Si l'Inc'Rock est devenu ce qu'il est aujourd'hui, ce n'était pas du tout planifié au départ. *« La Commune d'Incourt n'a jamais eu l'intention de lancer un festival avec la volonté d'attirer 6000 personnes. Tout est parti d'une attente des jeunes du village et, chaque année, on a eu un peu plus de monde. Mais objectivement, je ne fais pas de politique quand je fais le festival. »*

La meilleure preuve ? *« Je travaille avec des libéraux, des écolos et des cdH, et cela se fait en essayant de faire la part des choses. Et à différents niveaux de pouvoir, notre festival est soutenu autant par le cdH, qu'Écolo ou même le MR à la Province. »* Autre exemple : *« Nous avons un partenariat avec les*

Mutualités chrétiennes. Solidaris est venu une année me trouver pour collaborer, mais j'ai refusé car le partenariat avec les Mutualités chrétiennes fonctionne bien. »

Benoît Malevé ne nie pas qu'il y a bien quelques avantages. *« Cela peut aider pour différentes relations (Commune, Province, pompiers...) et puis cela peut rassurer certains parents que les autorités locales soient impliquées. »* Mais il pointe aussi des inconvénients : *« Certains villageois se plaignent du bruit, de la circulation... Et puis, certains pensent que cela me rapporte des mille et des cents, alors que je suis totalement bénévole, comme tout le monde. »* ■ **M.U.**